



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

L'UpM depuis l'adoption de la Feuille de route :

*Un engagement renforcé pour un
développement inclusif et durable en
Méditerranée*



Le Secrétariat de l'UpM
est cofinancé par
L'UNION EUROPÉENNE



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Suivez le Secrétariat de l'UpM sur:



/ufmsecretariat



@UfMSecretariat



/union-for-the-mediterranean



flickr.com/photos/ufms



/UfMSecretariat

L'UpM depuis l'adoption de la Feuille de route : un engagement renforcé pour un développement inclusif et durable en Méditerranée

Le quatrième Forum Régional permet d'établir un bilan des réalisations de l'Union pour la Méditerranée depuis l'adoption de la Feuille de route et de lancer une réflexion sur les priorités pour les années à venir.

L'adoption de la Feuille de route de l'UpM par les Ministres des Affaires étrangères en janvier 2017 a marqué un tournant pour l'institution, tant au niveau politique qu'opérationnel. La Feuille de route a donné une impulsion nouvelle à l'UpM et permis à son Secrétariat de définir, sous la direction et avec l'appui de sa Co-Présidence, une vision stratégique triennale 2018-2020. Celle-ci vise à mettre en œuvre une coopération d'ampleur en Méditerranée qui contribue à la réalisation d'un développement inclusif, en ligne avec l'agenda 2030 des Nations unies et ses Objectifs de Développement Durable (ODD).

Lors du troisième forum régional de l'UpM, tenu le 8 octobre 2018 à Barcelone à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de l'organisation, les Ministres des Affaires étrangères ont évalué la mise en œuvre de la Feuille de route et ont renouvelé leur engagement en faveur de la coopération euro-méditerranéenne.

Cette brochure vise à présenter un état des lieux de la mise en œuvre de la feuille de route de l'UpM, tout en mettant en lumière les nombreuses réalisations (*encadrés bleus*) vers une intégration régionale renforcée en Méditerranée.



1/Promouvoir un dialogue tourné vers l'action : des agendas régionaux communs pour des résultats concrets sur le terrain

1.1. Un dialogue régional approfondi pour des agendas communs d'ampleur

L'un des principaux objectifs de l'Union pour la Méditerranée demeure la facilitation d'un dialogue politique régional entre ses Etats membres. La régularité des réunions ministérielles sur des thématiques stratégiques et la mise en place

d'agendas en commun témoignent de l'engagement accru des Etats membres de l'UpM pour la promotion d'un développement inclusif et durable et le renforcement de l'intégration régionale en Méditerranée.

Depuis 2015, la réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères de l'UpM, dans le cadre du forum régional, est devenu un événement de référence dans la région, gagnant en régularité, participation et résultats.

Un élément clé de la revitalisation du dialogue politique réside dans l'appropriation croissante de ce processus par les États membres.

Lors de la conférence ministérielle sur l'emploi et le travail (avril 2019) et sur le commerce (mars 2018), les États membres de l'UpM ont donné un nouvel élan à l'intégration sociale et économique dans la région euro-méditerranéenne.

L'engagement des Etats membres sur ces dossiers clé dans le cadre de l'UpM témoigne de son rôle renforcé en tant que cadre de dialogue régional en Méditerranée.



Lors de la conférence ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société au Caire en Novembre 2017, le Secrétariat de l'UpM a été mandaté pour établir un mécanisme régional de suivi des progrès en matière d'égalité des sexes, visant à fournir des recommandations aux décideurs politiques et aux acteurs régionaux dans ce domaine.

L'appui des Etats membres à ce système de suivi atteste de leur engagement croissant dans ce secteur.

1.2. Une approche multipartite unique vers des agendas communs inclusifs

L'UpM s'attache à impliquer l'ensemble des acteurs du développement dans ce dialogue régional, et ce dans tous ses domaines d'action, allant du renforcement des capacités des femmes à l'emploi, la mobilité, la coopération industrielle, le transport, le développement urbain durable ou encore l'environnement et le changement climatique.

gouvernements, les organisations régionales et internationales, les autorités locales, la société civile, le secteur privé et les institutions financières, afin de faciliter les échanges et mieux comprendre les besoins des parties prenantes, opérer un partage d'expériences et promouvoir des projets concrets.

Dans cet esprit, le Secrétariat de l'UpM a adopté une approche multipartite, mobilisant les

Dans le but de contribuer au développement d'une communauté euro-méditerranéenne de l'économie bleue, le Secrétariat de l'UpM gère actuellement une plateforme virtuelle centralisée, le Virtual Knowledge Center (VKC), où les parties prenantes peuvent trouver des informations actualisées sur les domaines marins et maritimes et discuter des différentes initiatives et projets.

Accessible aux 43 États membres de l'UpM, la plate-forme est continuellement enrichie pour mieux répondre aux attentes des utilisateurs.



Le Secrétariat de l'UpM appuie activement la jeunesse, qui représente plus de 60% de la population dans la région.

Le Secrétariat a notamment soutenu le lancement du Réseau des Jeunes Méditerranéens pour le Climat (MYCN), qui vise à promouvoir la sensibilisation des jeunes, le partage d'expériences et le soutien d'initiatives locales de lutte contre le changement climatique. Ce réseau participe régulièrement aux réunions de l'UpM, notamment à son groupe d'experts sur le changement climatique, aux côtés des représentants gouvernementaux et autres acteurs régionaux.

Bâtir des agendas régionaux implique de mener un dialogue approfondi avec l'ensemble des parties prenantes.

Dans les secteurs du Transport et du Développement Urbain, les plateformes de dialogue régional de l'UpM travaillent sur l'évaluation des plans d'action régionaux actuels pour appuyer les discussions entre États membres dans la perspective des prochaines conférences ministérielles.

1.3. Une coopération interinstitutionnelle régionale et sous-régionale élargie

Les défis pressants auxquels la région euro-méditerranéenne est confrontée vont au-delà des frontières et démontrent l'importance fondamentale de la coopération multilatérale, régionale et sous-régionale. A cet égard, le Secrétariat de

l'UpM s'attache à renforcer les synergies et les complémentarités entre l'ensemble des cadres et outils de coopération existants dans la région.

L'écosystème euro-méditerranéen ne se limite pas au Secrétariat de l'UpM et inclut plusieurs institutions et cadres de dialogue liés aux objectifs du processus de Barcelone, notamment la Fondation Anna Lindh, l'Assemblée Parlementaire de l'UpM (AP-UpM) ou l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM).

Le Secrétariat de l'UpM envisage l'organisation, en 2020, d'un tout premier sommet des institutions à vocation euro-méditerranéenne afin de coordonner davantage leurs actions et de mieux positionner l'UpM en tant que plateforme de coopération multilatérale en Méditerranée.

Outre sa participation à grand nombre des réunions ministérielles et techniques du Dialogue 5+5, le Secrétariat de l'UpM co-organise depuis 2016 avec l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) les forums annuels du MedThink 5+5. Ce réseau d'experts et représentants de groupes de réflexion et d'institutions diplomatiques se réunit en vue de discuter des moyens concrets de mise en œuvre des engagements pris par les États membres de cet ensemble sous-régional, ainsi que d'explorer la création de nouvelles alliances au sein du Dialogue 5+5 et de la région euro-méditerranéenne en général.

Le Secrétariat de l'UpM a fortement appuyé le Sommet des Deux Rives organisé par la France le 24 juin 2019. Il a notamment tenu un dialogue régional, en mai 2019, qui a rassemblé la voix de la société civile émanant des 43 États membres de l'UpM. Cette initiative a connu une importante mobilisation et a cherché à accroître l'audience du Sommet des Deux Rives sur des thématiques touchant l'ensemble du bassin euro-méditerranéen, notamment l'environnement, l'eau, l'énergie et le développement durable, ou encore les défis économiques pour le renforcement de l'autonomisation des jeunes et des femmes.

2/Garantir la contribution de l'UpM à la stabilité régionale et au développement humain

2.1. Formation et éducation supérieure au service du développement humain

L'UpM prépare les nouvelles générations euro-méditerranéennes à affronter les grands défis de demain. La Méditerranée compte plus de 30 millions d'étudiants et, d'ici 2030, les taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur devraient atteindre

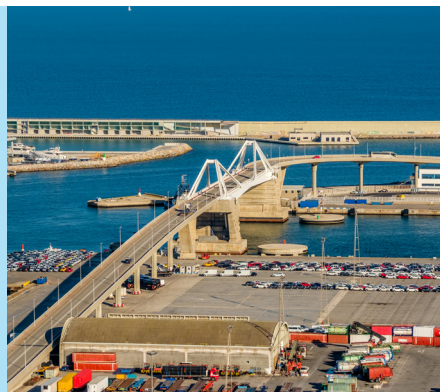
40%. Ceci devrait dramatiquement changer le paysage éducatif, alors même qu'on assiste à l'arrivée sur le marché du travail de la génération sud-méditerranéenne la plus éduquée de l'histoire.

L'Université EuroMed de Fès (UEMF) est aujourd'hui un centre d'enseignement supérieur d'excellence en pleine croissance. Grâce au soutien de l'UpM, il enregistre une augmentation constante du nombre d'inscriptions, ayant atteint un millier d'étudiants venant des quatre coins de la Méditerranée.

Avec des programmes d'études tournés vers les grands enjeux régionaux, l'UEMF prépare les nouvelles générations à construire une Méditerranée plus forte. L'UEMF a lancé en septembre 2019 une école de l'Ingénierie Digitale et de l'Intelligence Artificielle, comptant ainsi la plus grande plateforme d'ingénierie numérique universitaire en Afrique.

L'UpM a labellisé de nombreux projets de renforcement des capacités tels que TransLogMed. Développé par l'Escola Europea - Intermodal Transport, le projet soutient la mise en œuvre de solutions de transport maritime efficaces et novatrices à travers plus de 30 séminaires et cours certifiés.

Les activités de formation ont commencé dès novembre 2017 dans divers ports en Italie, au Maroc, en Espagne et en Tunisie, et bénéficieront à terme à plus de 1000 professionnels.



Le réseau MedNC, piloté par l'IECD et soutenu par l'UpM, cherche à aider les milliers de jeunes méditerranéens éloignés du système éducatif et de l'emploi à se réconcilier avec la formation et le travail et à trouver leur place dans la société.

Salué par les dix États du dialogue 5+5 lors du Sommet des Deux Rives, MedNC rassemble un réseau de plus de 26 000 jeunes et 100 centres partenaires, répartis dans 9 pays euro-méditerranéens, qui développent localement des dispositifs innovants pour répondre aux défis du chômage et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes.



2.1. Recherche et innovation au service de politiques efficaces et adaptées

L'UpM s'attache à faire avancer les connaissances scientifiques sur de nombreux sujets clés, rassemblant les dernières études scientifiques et les données disponibles au niveau régional

pour permettre le développement de réponses communes efficaces et adaptées.

Le déficit d'informations adéquates retarde, entre autres, l'élaboration de politiques efficaces contre le changement climatique. Malgré de nombreuses études, il n'existe pas à ce jour de synthèse cohérente des risques au niveau régional. Dans ce contexte, l'UpM soutient les efforts dédiés à la collecte des connaissances scientifiques existantes, notamment par le biais d'un rapport du MedECC sur les risques posés par le changement climatique en Méditerranée, qui constituera une évaluation scientifique majeure dans ce domaine au niveau régional.

Les États membres de l'UpM ont chargé le Secrétariat de lancer un rapport sur l'intégration régionale en Méditerranée, qui permettra d'analyser les grandes tendances et évolutions dans ce domaine. Une étude initiale définissant les indicateurs de mesure a été finalisée en 2018 et servira de base pour le premier rapport d'avancement qui devrait être publié en 2020.

La promotion de la recherche et de l'innovation représente l'un des piliers majeurs de l'action de l'UpM. Le Secrétariat a appuyé le lancement de réseaux euro-méditerranéens de recherche dans des secteurs clés, tels que la migration (Euro-Mediterranean Network of Research Institutes on Migration; Mediterranean Platform for Dialogue on the Drivers of Rural Migration), l'environnement, l'économie bleue, l'agronomie ou encore la sécurité alimentaire, notamment à travers l'appui aux initiatives de PRIMA, BlueMed, du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) ou de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations unies.

3/Renforcer les capacités d'action du Secrétariat général de l'UpM

3.1. Un engagement accru avec les acteurs régionaux vers un impact opérationnel élargi

Dans le but de renforcer l'impact de ses actions, le Secrétariat de l'UpM a mis au point une stratégie de financement à long terme qui implique la

mise en place de partenariats structurés avec les principaux bailleurs de fonds de la région.

Le Secrétariat de l'UpM a signé, en février 2017, un accord financier pluriannuel avec l'Agence suédoise de développement (Sida), en vue de soutenir ses activités en faveur d'un développement plus inclusif et durable dans la région. Cet accord vise principalement à financer les activités de dialogue régional du Secrétariat dans les domaines de l'autonomisation des femmes, l'énergie, l'action climatique, l'environnement, l'eau et l'économie bleue.



En octobre 2017, le Secrétariat de l'UpM a établi un partenariat avec le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) sur la période 2018-2021.

Ce partenariat vise à favoriser l'intégration régionale et la création d'emploi, en particulier pour les jeunes, ainsi qu'à stimuler les échanges commerciaux en Méditerranée. En vertu de cet accord, des experts de la GIZ allemande sont intégrés à la structure du Secrétariat pour mettre en œuvre des activités qui répondent à ces objectifs.

Une convention a été signée en 2014 avec le Ministère des Affaires étrangères de la Norvège afin de financer des projets labellisés par l'UpM dans le domaine de l'égalité des sexes.

Un accord renouvelé et élargi est en cours de négociation pour la période 2019-2021 afin de financer des projets axés sur l'autonomisation des femmes et des jeunes et le renforcement de l'égalité des sexes, en particulier dans les pays sud-méditerranéens.

3.2. Une action renforcée sur le terrain vers des résultats tangibles pour les citoyens

Matérialisant l'approbation unanime de ses États membres, le label octroyé par le Secrétariat de l'UpM aux projets régionaux contribue au développement de résultats concrets sur le terrain, qui répondent aux objectifs de stabilité, de développement et d'intégration régionale en Méditerranée. A ce jour, les projets labellisés par l'UpM visent à toucher plus de 15 millions d'individus, avec un impact indirect estimé sur plus de 100 millions d'individus. Le Secrétariat de l'UpM a su consolider ses

capacités d'appui et d'accompagnement aux projets, en particulier au niveau technique. Le Secrétariat permet notamment de faire avancer les projets grâce à la mobilisation des gouvernements et des parties prenantes, de faciliter l'accès au financement via un réseau dynamique de bailleurs de fonds et d'aider au démarrage des projets avec le soutien d'experts internes et de partenaires techniques.

En septembre 2018, une réforme a été adoptée par les Hauts fonctionnaires des Etats membres de l'UpM pour mettre à jour le label, en vue de le rendre plus clair, efficace et utile pour les promoteurs de projets et les bailleurs de fonds.

Le Secrétariat s'attèle depuis à mettre en œuvre cette réforme à travers l'actualisation de ses processus internes et la mise en place de nouveaux outils de suivi, tel que celui visant à la « délabellisation » des projets n'ayant pas avancé.

Le Secrétariat de l'UpM mobilise les gouvernements, les institutions financières et d'autres bailleurs de fonds potentiels pour financer ses projets labellisés.

En 2018, l'Usine de Dessalement de la Bande de Gaza a reçu les engagements financiers nécessaires (456 millions d'euros) pour lancer la construction de ce plus grand projet d'infrastructure jamais réalisée dans la zone, notamment grâce à l'appui politique et financier des Etats membres de l'UpM et de la Commission européenne.

La même année, le Secrétariat de l'UpM a également accompagné le projet Plastic Busters dans sa recherche de fonds, notamment dans la préparation des candidatures à l'obtention de financements européens. Le projet a reçu 5 millions d'euros du Programme UE Interreg Med pour une durée de quatre ans.



Depuis 2017, le Secrétariat développe des programmes de renforcement de capacités à destination des promoteurs de projets labellisés. En collaboration avec la GIZ, le Secrétariat de l'UpM offrira dès 2020 des formations adressées aux ministères, aux autorités douanières et aux entreprises des États membres de l'Accord d'Agadir dans le domaine de la politique commerciale.

Une assistance technique sera également développée pour les équipes de l'Université EuroMed de Fès pour la préparation des futures demandes d'accréditations européennes des programmes de formation.

3.3. Une meilleure gouvernance vers une capacité d'action renforcée

Face à l'accroissement des activités de l'UpM, les États membres ont approuvé en 2018 la première grande réforme administrative du Secrétariat, visant à améliorer sa gouvernance,

accroître la transparence, et consolider davantage ses capacités à mettre en œuvre des activités conformément à son mandat.

Suite à l'adoption de la politique antifraude et anti-corrupcion du Secrétariat de l'UpM lors de la réunion des Hauts Fonctionnaires du 17 juillet 2018, un appel à la nomination des membres du Comité de surveillance (Oversight Committee) de l'UpM a été lancé par la Co-Présidence en mars 2019.

Ce comité prendra la forme d'un système indépendant et consultatif d'experts qui assistera le Secrétariat de l'UpM sur les questions relatives à la lutte antifraude et à la corruption. Il permettra notamment la mise en place d'un système de dénonciation associé.

Dans le cadre de la réforme de la gouvernance et du système de contrôle interne du Secrétariat de l'UpM, notamment de la séparation des tâches entre les acteurs financiers, les Hauts Fonctionnaires de l'UpM ont approuvé la nomination d'un Administrateur des Comptes (Accounting Officer) lors de leur réunion à Bruxelles le 17 juillet 2019.

Cette nomination vise à améliorer la gouvernance financière du Secrétariat en mettant en évidence la séparation des tâches et des fonctions entre l'ordonnateur et le comptable.

4/Faire la Méditerranée dans le monde : un partenariat régional en première ligne des défis globaux

Des partenariats élargis pour une contribution euro-méditerranéenne à l'agenda 2030

La Méditerranée se tient au cœur des défis globaux, notamment la transition vers la quatrième révolution industrielle et la transformation du marché du travail, le changement climatique, la désertification ou encore la gestion des ressources en eaux. La région constitue donc un terrain propice pour aborder les défis mondiaux à plus petite échelle, et pour partager ainsi les meilleures pratiques et les solutions retenues avec la communauté internationale.

Dans la suite de l'obtention en décembre 2015 du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations unies, la coopération avec les agences onusiennes et les organisations internationales à vocation euro-méditerranéenne a été renforcée ces trois dernières années, en vue de mieux faire le lien avec les objectifs globaux et de permettre une mise en œuvre cohérente des 17 Objectifs de Développement Durable dans la région.

La COP22 a accordé à l'UpM le statut d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en novembre 2016. Depuis, le Secrétariat participe activement au processus de la CCNUCC pour promouvoir l'agenda méditerranéen en matière de changement climatique.

Dans cet esprit, un protocole d'entente a été signé avec le Secrétariat de la CCNUCC en marge de la COP24 afin de continuer à travailler ensemble pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans la région euro-méditerranéenne, notamment via des programmes nécessaires pour atteindre les objectifs des contributions déterminées au niveau national (NDC) et des plans nationaux d'adaptation fixés par l'Accord.



L'UpM s'est associée en 2016 à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et au Centre de recherche sur l'épidémiologie et la prévention du cancer du Piémont (Italie) pour développer le projet WoRTH : le droit des femmes à la santé. Le projet vise à améliorer les politiques de dépistage du cancer et à introduire une nouvelle approche de la prévention du cancer du col de l'utérus et du cancer du sein dans les politiques et les services existants.

Avec un budget de 4,16 millions d'euros sur quatre ans, WoRTH formera plus de 300 professionnels et bénéficiera à plus de 45000 femmes en Albanie, au Monténégro et au Maroc.

Le Secrétariat de l'UpM, en coopération avec d'autres organisations et parties prenantes régionales, joue un rôle actif dans la coordination de la contribution des pays méditerranéens au Forum mondial de l'eau, notamment celui tenu à Brasilia en mars 2018.

En qualité de médiateur, le Secrétariat a convoqué, à Brasilia, la deuxième réunion de consultation des partenaires du processus régional méditerranéen pour assurer une contribution coordonnée et cohérente de la région à la stratégie mondiale de l'eau.

CONCLUSION

Trois années après l'adoption de la Feuille de route par les Ministres des Affaires étrangères de l'UpM, l'organisation a vu son action renforcée dans les domaines du dialogue politique, de la stabilité et du développement humain, ainsi que de l'intégration régionale en Méditerranée.

L'engagement accru des Etats membres et l'appui de la Co-Présidence de l'UpM a permis l'approfondissement du dialogue et de la coopération dans des domaines stratégiques. Grâce à une expertise technique croissante, le Secrétariat de l'UpM mène désormais une action plus claire et efficace, ayant un impact sur le terrain pour les promoteurs du développement et les bénéficiaires.

Le Secrétariat marque ainsi sa volonté de faire évoluer sa méthodologie de travail, en s'engageant davantage sur des thématiques transverses, mêlant enjeux techniques et engagement politique. Il souhaite en effet renforcer son action sur des thématiques globales, trans-sectorielles, qui permettent d'impliquer plusieurs de ses plateformes de coopération, et ainsi de fédérer son action dans des domaines clé.

Le Secrétariat de l'UpM cherche également à renforcer ses relations avec les ensembles régionaux et globaux, notamment l'Union Africaine et les Nations Unies, afin de placer la Méditerranée en première ligne des efforts mondiaux pour un développement inclusif et durable.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



ufmsecretariat.org

Palau de Pedralbes | Pere Duran Farell, 11 | 08034 Barcelona, Spain
Phone: 00 34 93 521 4100 | Fax: 00 34 93 521 4102